Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Droits humains, libertés (France) > Répression (France) > « **Refusons que les jeunes soient tués ou voient leur vie brisée à cause de (...)**

« **Refusons que les jeunes soient tués ou voient leur vie brisée à cause de la violence policière** »

jeudi 16 février 2017, par [Fondation Frantz Fanon](#) (Date de rédaction antérieure : 13 février 2017).

DECLARATION DE LA FONDATION FRANTZ FANON SUITE AUX VIOLENCES POLICIERES

Lundi 13 février 2017

En France, partout dans le monde, refusons que les jeunes soient tués ou voient leur vie brisée à cause de la violence policière.

Oui, la police tue, la police mutile. Il faut que cela cesse. La police doit répondre de ses actes et ne pas être blanchie sous prétexte de sécurité publique.

Rappelons que la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, inscrite dans le préambule de constitution française, précise, dans son article 12, que « la garantie des droits de l'homme et du citoyen nécessite une force publique instituée pour l'avantage de tous et non pour l'utilité particulière de ceux auxquels elle est confiée ».

La police tue, blesse gravement, humilie -les actes subis par Théo sont dégradants et humiliants, et ni plus ni moins, relèvent de la torture- tout en tenant des propos afrophobes ; elle oublie ses missions de protection et ses obligations de garantir avant toute chose les droits de l'homme.

L'Etat français est comptable des actes commis par ses représentants de l'ordre et doit en être tenu pour responsable.

La police oublie aussi l'obligation qui lui est faite de respecter et de s'appliquer l'article 9 de cette même Déclaration précisant que « Tout homme étant présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable, s'il est jugé indispensable de l'arrêter, toute rigueur qui ne serait pas nécessaire pour s'assurer de sa personne doit être sévèrement réprimée par la loi. »

Pourquoi Adama Traoré , Ali Ziri, Lamine Dieng, Wissam El Yamni, Abdoulyaye Camara, Zied et Bouna, Amine Bentousi ont été tués et combien d'autres ?

Pourquoi de nombreux jeunes sont blessés à vie, comme aujourd'hui l'est Théo. L ?

Pourquoi la grande majorité des personnes tuées ou blessées sont d'origine ou d'ascendance africaine ?

L'impensé raciste refait surface, s'affirme avec toujours plus de violence et devant l'impunité que leur offre la justice, les coupables de ces crimes affirment qu'ils s'agit de légitime défense ou d'acte accidentel ou que certaines injures racialisantes sont 'convenables'. Cette impunité renforce la conviction des policiers qu'ils sont au-dessus des lois et du droit. Le gouvernement ne vient il pas, fin novembre, de publier un décret autorisant les policiers municipaux à être armés de pistolets semi-

automatiques 9 mm ?

Le permis de tuer serait-il officiellement acquis à tous les échelons des personnes habilitées à faire régner l'ordre public ?

Légitime défense lorsque certains reçoivent plusieurs balles dans le dos ?

Légitime défense lorsqu'un policier viole, à coup de matraque un jeune à terre ? Il s'agit, ni plus ni moins, d'un acte dégradant et humiliant, c'est-à-dire un acte de torture.

Légitime défense lorsque la police ne porte pas secours à deux jeunes réfugiés dans l'enceinte d'un transformateur ? Il s'agit, ni plus ni moins, de non-assistance à personnes en danger.

Non, ces agents de l'Etat ne font qu'appliquer les logiques du racisme d'Etat structurel, qui n'a jamais cessé d'habiter l'inconscient collectif euro-occidental qui a imposé au reste du monde une hiérarchisation et une catégorisation de la société.

Si l'Etat veut changer la façon dont la police ou les autres forces assurent la sécurité et l'ordre public, il doit s'atteler à déconstruire tous les éléments de la colonialité du pouvoir qui habitent tous les espaces sociaux, économiques, culturels et politiques.

En refusant que des décisions législatives réduisent, de plus en plus, les libertés publiques et individuelles ou que des actions justifiant des interventions à l'étranger ne soient décidées que pour préserver les intérêts français, sans aucun regard pour les populations victimes de ces actions militaires.

Il doit interroger la colonialité du savoir assumant le négationnisme ou la réécriture des faits historiques importants constitutifs de la société française (mise en esclavage, colonialisme, torture et autres), et la colonialité de l'Autre où l'autre est perçu comme un ennemi potentiel, où il est relégué dans les périphéries avec moins de droits que les autres Français de souche mais à qui l'Etat, les politiques et les médias ne cessent de rappeler leurs devoirs. Où l'autre est essentialisé par des mots, suant l'afrophobie, issue d'un crime contre l'humanité que furent la traite négrière, la mise en esclavage et le colonialisme.

La vie des jeunes, le futur de notre monde, vaut bien de transformer substantiellement le paradigme de la domination. Ce serait, cela, préparer le futur de la société française.

La Fondation Frantz Fanon se mobilise pour la MARCHÉ POUR LA JUSTICE ET LA DIGNITÉ du 19 mars à Paris « contre la honte, contre l'humiliation, contre le racisme et les violences policières, contre les guerres lâches faites en notre nom contre des peuples qui ne nous ont rien fait ».

P.-S.

* <http://frantzfanonfoundation-fondationfrantzfanon.com/article2378.html>